



# ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

## Politique et réglementation

Question écrite n° 3160

### Texte de la question

M Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, porte-parole du Gouvernement, que l'ADAPEI (Association départementale des amis et parents d'enfants inadaptés) Les Papillons blancs s'est donné comme but que les personnes handicapées puissent trouver la place qui est la leur, dans le domaine de l'éducation, du travail, de l'hébergement, etc. Elle a décidé de saisir l'occasion de la prochaine rentrée parlementaire pour organiser une grande journée de sensibilisation de l'opinion publique et des responsables aux problèmes des personnes handicapées mentales : « La journée pour la dignité ». Les membres de l'UNAPEI demandent que : les places nécessaires en centre d'aide par le travail soient créées ; les personnes gravement handicapées soient prises en charge ; les personnes handicapées âgées soient accueillies ; l'éducation des enfants et des adolescents handicapés mentaux soit adaptée à leur handicap quel qu'il soit ; les foyers dont elles ont besoin pour leur hébergement soient créés ; les ressources des personnes handicapées mentales leur permettent de mener une vie décente. Il lui demande d'une part, s'il ne lui paraît pas justifié de répondre positivement aux requêtes de l'UNAPEI et, d'autre part, s'il s'associera d'une façon ou d'une autre à « La journée pour la dignité ».

### Texte de la réponse

Reponse. - Le Gouvernement est tout à fait conscient de l'important retard pris en ce qui concerne l'accueil des adultes gravement handicapés, notamment les personnes handicapées mentales et les polyhandicapés. Il entend œuvrer pour que soient mis à la disposition des handicapés les moyens nécessaires pour leur permettre de réaliser toute l'autonomie dont elles sont capables et d'accéder à l'insertion sociale. Il s'agit en particulier d'offrir une prise en charge adaptée aux nombreux jeunes lourdement handicapés qui sortent des institutions spécialisées pour l'enfance, et qui arrivent à l'âge adulte, par la création d'un nombre de places suffisant tant dans le secteur du travail protégé que dans celui de l'accueil des handicapés les plus lourds. Afin de traduire dans les faits cette priorité, le Gouvernement a pris pour 1989 plusieurs mesures : création de 1 840 places de centres d'aide par le travail, ce qui marque une progression de plus de 50 p 100 par rapport à l'année précédente. Parallèlement, le développement des ateliers protégés et l'insertion individuelle dans les entreprises de travailleurs issus de structures de travail protégé seront encouragés ; constitution d'une enveloppe nationale exceptionnelle qui, s'ajoutant à l'effort de redeploiement opéré dans les départements, permettra de créer, en 1989, 700 places supplémentaires pour personnes gravement handicapées ; pour faire face à une situation d'urgence, une disposition législative a été prise permettant, grâce à une modification dans ce sens de la loi d'orientation du 30 juin 1975, le maintien, si nécessaire, de jeunes adultes handicapés dans des établissements médico-éducatifs au-delà de la limite d'âge d'accueil, dans l'attente d'une solution adaptée à leurs besoins. Il est indispensable que cet effort soit accompagné par celui des conseils généraux qui, depuis les lois de décentralisation, sont responsables de l'hébergement et du maintien à domicile des personnes handicapées et doivent créer des foyers occupationnels pour les adultes disposant d'une certaine autonomie mais ne pouvant travailler, ainsi que des foyers pour l'hébergement de ceux qui exercent leur activité professionnelle en secteur de travail protégé. Par ailleurs, l'Etat entend poursuivre ses efforts pour le financement des tutelles d'Etat et

montrer ainsi l'importance qu'il attache au développement des services tutelaires pour favoriser l'insertion sociale des handicapés. En 1988, un crédit de 80 millions de francs a été consacré au financement de la tutelle d'Etat, alors qu'il est prévu de la porter à 109 millions de francs (dépenses nettes) en 1989, ce qui permettra de faire face aux dépenses supplémentaires entraînées par l'application du décret n° 88-762 du 17 juin 1988 qui prévoit que la curatelle déferée à l'Etat en vertu de l'article 433 du code civil est désormais organisée et financée comme tutelle d'Etat. Cette attention accordée à la situation des adultes va de pair avec le souci de poursuivre l'adaptation des établissements de l'enfance handicapée qui doivent, d'une part, créer des sections pour l'accueil des enfants polyhandicapés et, d'autre part, s'ouvrir sur l'extérieur et dégager et mettre en oeuvre les moyens nécessaires au développement de l'intégration scolaire et sociale des enfants handicapés.

## Données clés

**Auteur :** [M. Maujouan du Gasset Joseph-Henri](#)

**Circonscription :** - Union pour la démocratie française

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 3160

**Rubrique :** Handicapés

**Ministère interrogé :** solidarité, santé et protection sociale, porte-parole du gouvernement

**Ministère attributaire :** handicapés et accidentés de la vie

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le :** 3 octobre 1988, page 2728